

Le détail des mesures d'accompagnement décidées par le gouvernement pour faire face aux conséquences de la dévaluation du Fcfa, a été dévoilé hier par le Premier ministre dans une déclaration faite devant l'Assemblée nationale. Me Abdoulaye Sékou Sow a annoncé une augmentation des salaires de 10% à compter du 1er avril prochain, une série de hausse de prix sur les hydrocarbures (sauf le pétrole) et les produits de première nécessité. Indiquant que cette hausse des prix « bien que modérée était inévitable », le Premier ministre a passé en revue tous les secteurs de la vie nationale touchés par la dévaluation, détaillant pour chacun les mesures prévues par son équipe. Voici en intégralité le texte de son intervention devant les députés :

« Depuis le 12 janvier 1994, notre monnaie a connu un changement de parité par rapport au Franc français. Le gouvernement en son temps a eu à vous expliquer les raisons profondes de cette décision historique de nos 14 chefs d'Etat et de gouvernement. Il a demandé et obtenu de l'ensemble des groupes sociaux consultés leur soutien et leur adhésion à la stratégie définie pour faire face aux effets pervers de la dévaluation. »

Il s'agit pour nous de contenir l'inflation, d'éviter les tensions sociales par le gel d'un certain nombre de produits de première nécessité, des carburants et des médicaments. Les résultats obtenus ont été dans l'ensemble satisfaisants. C'est donc l'occasion pour le gouvernement de remercier très sincèrement tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à faire du cas malien un cas spécifique empreint de dignité et de solidarité. »

Le gouvernement a, pendant une semaine, négocié avec nos partenaires au développement les termes d'une politique macro-économique, à moyen terme couvrant la période 1994-96. L'opportunité du changement de parité doit être saisie par notre pays pour améliorer de façon significative la compétitivité de notre économie et le rétablissement rapide des grands équilibres macro-économiques. Nous pourrions ainsi :

- résorber le déficit de la filière coton
- renforcer la compétitivité des filières riz et sucre
- élargir le marché intérieur de l'huile que nous fabriquons, celui du lait que nous produisons
- envisager une relance saine de la production textile, ruinée par la fraude
- renforcer la compétitivité du bétail malien à l'exportation
- assainir les finances publiques
- investir et créer des emplois pour nos jeunes

La dévaluation acceptée par tous, bien menée dans la concertation, peut en effet, nous permettre d'assurer la relance économique et développer notre pays sur une base saine et durable. La décision du 12 janvier 1994 est certes porteuse d'espoir mais elle a créé et suscité aussi inquiétude etangoisse. C'est pourquoi des mesures d'accompagnement sont nécessaires pour réussir la dévaluation. Ces mesures doivent permettre l'émergence de nouvelles habitudes de consommation en particulier pour les salariés et les populations urbaines, mais également soulager les groupes les plus fragiles de nos populations.

Analysant les résultats des négociations avec le FMI et la Banque mondiale, les suggestions des différents partenaires sociaux, le gouvernement a pris au cours du conseil des ministres extraordinaire du samedi 29 janvier 1994, une série de mesures d'accompagnement en vue d'atténuer les effets négatifs de la dévaluation du Fcfa et de tirer le maximum de retombées positives pour notre pays.

Ces mesures que j'ai l'honneur de porter à la connaissance du peuple malien à travers votre auguste assemblée s'articulent autour des points suivants :

## EN DIRECTION DU MONDE RURAL

Le Mali est une terre rurale, il ne peut envisager son développement en dehors de la croissance des secteurs agricoles et pastoral. Le renforcement de la compétitivité de l'agriculture malienne constitue une occasion particulièrement favorable pour l'exploitation intensive d'un potentiel longtemps négligé.

Compte tenu des efforts déjà entrepris pour réduire les coûts de fonctionnement de la CMDT et de l'impact du changement de parité sur les prix des intrants agricoles, une augmentation des prix aux producteurs du premier choix

# Dévaluation

## LE PREMIER MINISTRE A DÉTAILLÉ HIER LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

de 85 Fcfa à 115 Fcfa/kg a été décidée pour la campagne 1994/1995.

Pour la campagne 93/94 en cours, une ristourne anticipée de 12,50 Fcfa/kg de coton graine sera accordée aux producteurs.

En ce qui concerne la filière riz, un accent particulier sera mis dans le cadre du contrat-plan de l'Office du Niger pour 1993-95, sur l'accroissement des superficies cultivées et des rendements, à moyen terme. Le programme de réhabilitation des infrastructures devra être accéléré et s'étendre à l'implantation d'une usine d'engrais.

Le gouvernement étudiera les mesures à prendre pour faciliter et développer les exportations de bétail au niveau de la simplification des procédures et a décidé de la suppression de la patente à l'exportation du bétail. La compétitivité de la filière sucre sera restaurée avec l'appui d'un partenaire technique dans le cadre des négociations en cours.

## EN MATIERE DE POLITIQUE DE REVENUS :

Le gouvernement a décidé d'une augmentation générale des salaires indiciaires, des pensions civiles et militaires de 10 % pour l'ensemble des salariés et retraités du secteur public et parapublic à partir du 1er avril 1994.

En outre, l'ensemble des arriérés d'avancement dus dans le cadre du pacte social sera intégralement payé sur 24 mois à partir du 1er mars 1994.

Le SMIG et le SMAG seront également majorés de 10 % à partir du 1er avril 1994.

S'agissant des bourses scolaires, l'enveloppe globale retenue est de 5,9 milliards de Fcfa contre une prévision initiale de 4,3 milliards avant la dévaluation.

Cette enveloppe permettra de couvrir les charges liées à l'acquisition de matériel didactique pour 2 milliards de Fcfa, améliorer ainsi sensiblement la qualité de notre enseignement.

Le niveau des bourses pour les étudiants vivant hors d'Afrique ou hors de la Zone Franc sera maintenu en monnaie des pays d'accueil.

Les élèves et étudiants vivant au Mali bénéficieront du solde, dans le cadre d'une rationalisation des dépenses au titre des bourses-pécules, par l'application entre autres de critères d'attribution afin d'encourager davantage la performance académique et d'offrir un meilleur accès aux étudiants les plus démunis. Ces critères, de toute évidence, seront liés au montant de l'enveloppe obtenue, à savoir 3,9 milliards de Fcfa.

Quant au secteur privé, les décisions en matière salariale relèvent des conventions collectives inter-professionnelles ou des conventions d'établissements et ce, dans la limite du taux d'augmentation du SMIG fixé à 10 %.

## EN MATIERE DE POLITIQUE FISCALE

Il sera procédé à un allègement des droits de douane de l'ensemble des produits importés avec une attention particulière :

a) Aux produits de première nécessité (riz, sucre, huile, savon, thé, lait, farine, médicaments essentiels). C'est pourquoi nous venons leur pression fiscale réduite jusqu'à une hauteur de 71,3 % pour certains.

La Taxe conjoncturelle d'importation (TCI) a été suspendue sur le riz et le sucre pour faciliter une importation complémentaire de la production nationale à un coût raisonnable.

b) Aux produits concurrents de la production nationale. La pression fiscale des produits concurrents de la production nationale a été au maximum de 36,1 % reflétant ainsi le souci du gouvernement de protéger au mieux les intérêts des industries locales.

La Taxe dégressive de protection (TDP) a été suspendue. Le DD (Droit de douane) et le DFI (Droit fiscal d'importation) rétablis sur la farine de froment ou de méteil.

c) Aux intrants agricoles. Les intrants agricoles bénéficient du taux de pression le plus bas autorisé soit 6 % et des démarches bilatérales permettront très prochainement de soutenir ces produits.

Les intrants industriels et le ciment bénéficieront d'une réduction de la pression fiscale par une réduction de la TVA ou de la CPS selon le cas.

d) Aux médicaments. Les médicaments essentiels bénéficieront d'une pression fiscale minimale et les autres médicaments voient leur pression fiscale passer de 22,1 % à 11 % soit plus de 50 % de réduction.

Les taux du Droit fiscal d'importation (DFI) ont été réduits pour l'ensemble des produits passant ainsi de 15 à 10 % pour le taux réduit et de 30 à 25 % pour le taux normal.

Le taux maximum de la TVA a été abaissé de 17 à 15 %, le taux réduit demeurant à 10 %.

« Dans le but d'harmoniser les conditions de la concurrence entre différents types d'interventions économiques et de favoriser l'intégration progressive du secteur informel dans l'économie, l'impôt sur les bénéfices des sociétés de capitaux sera réduit à 35 %. L'impôt sur les entrepreneurs individuels réduit à 15 % et l'impôt sur les artisans à 10 %.

La réforme fiscale, ainsi mise en place en attendant la mise en œuvre d'un nouveau tarif douanier conforme à l'harmonisation prévue dans le cadre de l'intégration économique, cumule à l'importation à 36 % et le taux minimum à 6 %.

## AU NIVEAU DES PRIX DE DÉTAIL

Les prix de détail sont dans l'ensemble soumis à un régime de liberté dans notre pays. Toutefois, le gouvernement a le souci d'assurer la protection économique du consommateur et un fonctionnement régulier de l'économie.

Il prendra toutes les mesures coercitives jugées nécessaires face à une violation flagrante de la loi par le refus de vendre, la détention des stocks ou la pratique de prix spéculatifs.

Le gouvernement a négocié pendant ces 15 jours avec les chefs d'entreprises pour pouvoir donner avec leur accord les prix indicatifs au détail suivants :

### PRODUITS DE PREMIERE NECESSITE

- Sucre cristallisé en poudre : 325 F/kg

- Riz RM 40 : 210 F/kg

- Huile en bouteille : 455 F/litre

- Huile raffinée en fût : 412 F/litre

- Savon de ménage : 100 F le morceau de 200 g

### POUR LES HYDROCARBURES

- Essence super : 423 F/litre contre 325 F

- Essence ordinaire : 390 F/litre contre 300 F

- Gas-oil : 275 F/litre contre 210 F

- DDO : 199 F/litre contre 147 F

- Fuel : 123 F/litre contre 117,38 F

- Pétrole : 200 F/litre. Le prix reste inchangé

- Gaz butane : 3.500 F/La bouteille 12,5 kg contre 3.000 F.

Cette hausse des carburants inévitable à cause de l'augmentation constatée aux sources d'approvisionnement et malgré les efforts faits par les importateurs de la place, reste en deçà de celle appliquée par la plupart de nos voisins.

### EAU - ELECTRICITE - TELEPHONE

\* EAU - ELECTRICITE : En ce qui concerne les fournitures d'eau, le tarif de la tranche sociale et celui pour les bornes fontaines demeurent inchangés soit 80 Fcfa par mètre cube.

De même pour les fournitures d'électricité, le tarif social a été maintenu à 58 Fcfa par kilowatt/heure dans la limite de 50 KWH par mois.

Par contre, au delà de la tranche sociale, la hausse autorisée pour l'eau est de 10 % et pour l'électricité de 20 % à compter du 1er février 1994.

Toutefois afin de limiter l'impact de cette nouvelle situation sur les industries, l'ancien tarif en heures creuses de la tarification moyenne tension a été maintenu à 34 F/KWH.

\* TELEPHONE : Le tarif de base du téléphone passe de 70 Fcfa à 85 Fcfa. Les communications à Bamako feront désormais l'objet de modulation tarifaire.

Cette hausse de prix bien que modérée était inévitable. Elle préserve néanmoins les larges couches désertées tant par le maintien du prix du pétrole lampant, que des tranches sociales de l'eau et de l'électricité.

La stabilité actuelle des céréales et du riz en particulier dans les principales zones de production et dans les villes est également une chance supplémentaire que nous considérons comme un don de Dieu le Tout Puissant.

## LA RELANCE ECONOMIQUE

La relance économique dans la situation actuelle s'appuiera sur le secteur agricole par l'exploitation et l'intensification de la production du coton, le développement de la filière riz, la promotion des filières bétail-viande-cuir et peaux, mais aussi le secteur minier.

Conscient de l'importance que revêt le secteur rural dans cette politique de relance, le gouvernement a consenti une augmentation substantielle du prix du coton et un allègement des procédures ainsi que des allègements fiscaux en direction des produits de l'élevage.

Il a par ailleurs consenti une augmentation très modérée des tarifs d'eau et d'électricité.

La politique économique du gouvernement s'appuie sur la promotion du secteur privé. C'est pourquoi, il réaffirme sa solidarité avec les opérateurs économiques ayant des dettes privées en devises et apportera tout son appui politique à la résolution de leurs problèmes. Il confirme également le respect des engagements pris dans le cadre du protocole avec les opérateurs victimes des casses. Il confirme aussi l'appui des arriérés des compressés.

Dans la recherche de financement de l'économie, le gouvernement demande à l'ensemble du système bancaire d'être le moteur de la relance économique en mettant en mouvement les 20 milliards de ligne de crédit aujourd'hui constatés non encore utilisés dans leurs comptes.

La dette intérieure du Mali a fait également l'objet d'une attention particulière avec le FMI et la Banque mondiale. Il est convenu d'apurer l'ensemble de la dette intérieure justifiée pendant la période 94-96. L'apurement de cette dette permettra aux Petites et Moyennes Entreprises de reprendre leurs activités, aux entreprises d'investir et d'embaucher.

Le gouvernement français a eu une initiative qui mérite aujourd'hui d'être saluée. Il s'agit de la création du Fonds spécial de développement (FSD) d'un montant de 300 milliards de Fcfa pour l'ensemble des 14 pays de la Zone Franc. Ce fonds a décaissement rapide, financera des projets éligibles auprès

d'une commission paritaire comprenant des Maliens.

Ces mesures seraient incomplètes si le gouvernement n'avait négocié et obtenu des partenaires au développement un important volet social. Le gouvernement est en effet conscient que, dans le court terme, l'ajustement aura des effets négatifs sur une partie de la population à revenu fixe et sur les couches sociales les plus défavorisées, en particulier par suite de l'augmentation des prix de certains biens alimentaires. C'est pourquoi un montant de 10 milliards de Fcfa a été inclus dans le budget et sera réaffecté sur les deux années du programme pour servir de filet de sécurité sociale.

Ainsi, une aide directe aux personnes les plus touchées sera mise en œuvre par l'intensification de la politique sanitaire, le développement de l'Ecole de base, l'assainissement des quartiers périphériques, la création de points d'eau.

D'autre part, le gouvernement, soucieux de garantir l'espace de liberté acquis au Mali depuis le 26 mars 1991, a décidé d'apporter à la presse nationale et privée, un soutien lui permettant de faire face aux charges nouvelles liées à la dévaluation.

## FINANCEMENT

Cet important volet ne peut être réalisé sans l'aide et l'appui de nos différents amis étrangers. En effet avec des recettes budgétaires estimées à 124 milliards et des dépenses de l'ordre de 292 milliards de Fcfa, le Mali a lui seul ne peut relever cet important défi.

L'aide internationale est massive et se manifeste par des dons représentant plus de 50 % des concours, des rééchelonnements, des annulations pures et simples (118 milliards pour la France) et des prêts. Nos partenaires du FMI et de la Banque mondiale contribuent pour environ 70 milliards par an, pendant les 3 années du programme.

Ces manifestations de solidarité internationale doivent rencontrer notre détermination à construire l'avenir de notre pays, dans la solidarité, l'effort et la cohésion.

Nous avons une chance à saisir, pour notre peuple, mais surtout pour notre jeunesse angoissée pour laquelle nous devons créer des emplois, nous devons redonner l'espoir.

Nous le pourrions si nous utilisons les atouts que recèle notre pays, en particulier le capital humain que nous possédons et surtout ce formidable élan de sympathie que suscite notre démocratie et notre sens du dialogue et de la concertation.

La déclaration de Me Abdoulaye Sékou Sow a été suivie d'interventions de députés qui se sont appesantis sur l'application des mesures ainsi annoncées. Le Premier ministre et le ministre des finances ont fourni éclaircissements et précisions et mis l'accent sur la responsabilité de toutes les forces du pays dans la réussite des mesures d'accompagnement décidées par le gouvernement.

## LES CASSEURS ONT SEVI A SEVARÉ

Les effets immédiats de la dévaluation du Franc CFA sont différenciés, gérés selon les endroits. C'est ainsi qu'à Sévaré, dès le lendemain de l'annonce de la nouvelle, les commerçants de cette ville avaient procédé à la fermeture partielle de leurs boutiques pour certains et à la hausse du prix des produits pour d'autres. Le sucre se vendait par exemple au double de son prix antérieur tandis que le thé, les cigarettes et les piles enregistraient de très fortes hausses.

Face à la situation, des jeunes de Sévaré (encouragés, semble-t-il, par certains opérateurs économiques) se sont organisés d'une manière peu orthodoxe en brigades de lutte contre la montée des prix et avaient notamment programmé des casses de boutiques à Sévaré et à Mopti. Alertés de leurs intentions, les autorités avaient envoyé à Sévaré dans la nuit du 27 au 28 janvier 34 policiers à titre dissuasif. Mais cela n'a pas suffi à faire changer d'avis les casseurs et au moment où le maire de Sévaré s'apprêtait à faire les sommations d'usage, ils déclenchèrent une lapidation en règle.

Six boutiques furent saccagées à l'intérieur du marché et deux autres dans la ville. Tous les étalagistes installés autour du Rond-point de Sévaré ont été également attaqués. D'après des précisions données par le ministre de l'Administration territoriale et de la Sécurité, le lieutenant-colonel Sada Samaké, lors des travaux de la 5e journée de la conférence des gouverneurs de régions qui se tient actuellement à Bamako, les commerçants qui avaient

commandité cette agression avaient prudemment vidé leurs boutiques ou les assaillants ne trouvent que les planches des comptoirs.

Six personnes ont été arrêtées et quatre d'entre elles doivent être traduites en justice, leurs responsabilités ayant été établies par les enquêteurs. Vendredi matin (le 28) un comité de crise se réunissant d'urgence pour arrêter des mesures conservatoires. L'Armée est venue ainsi renforcer les forces de police au marché de Mopti et celles de la gendarmerie au marché de Sévaré. Il a été en outre demandé à tous les commerçants d'ouvrir leurs boutiques et d'observer le gel des prix jusqu'à fixation des nouveaux.

Ici à Bamako devant la réunion des gouverneurs, le ministre Sada Samaké a souligné que si la responsabilité d'un agent de sécurité de Sévaré était prouvée dans ces casses, l'intéressé recevrait une sanction conforme à sa faute. Il a invité les gouverneurs à se tenir prêts à réagir avec fermeté à toute situation créée par l'annonce de mesures en rapport à la dévaluation. Car a-t-il observé, aucune décision dans pareille circonstance ne peut réunir l'unanimité. Le ministre de l'Administration territoriale a souhaité que l'exemple de Sévaré dissuade les « téméraires » qui s'essayeront à agir de la même manière.

Sibiry KONATE  
et Baba Toumani KANÉ  
Amap Mopti